



## LA UNE Europe Ecologie lance son grand remue-méninges

Par **Stéphane Allières**

Article publié le mercredi 24 mars 2010

Prise de tête pour prendre corps. A peine les régionales terminées, le rassemblement écologiste croule déjà sous la profusion de textes et d'initiatives. Daniel Cohn-Bendit a tiré le premier, appelant à la création de comités du 22-Mars, pour discuter de l'avenir. Eva Joly lance de son côté un appel avec Pierre Larrourou «*pour des états généraux de l'emploi et de l'écologie*». Enfin, une quarantaine de cadres et dirigeants, Verts et non-Verts, rendent public un texte ce mardi, se prononçant pour une nouvelle organisation du mouvement. Mediapart fait le point sur les enjeux de ce remue-méninges.

### Avalanche de contributions

**Dès la fin de soirée, dimanche**, le texte de Daniel Cohn-Bendit est mis en ligne sur son site par *Libération*. Sous le titre «*Inventons ensemble une coopérative politique*», il appelle seul à la création de «comités du 22-Mars», en référence au mouvement éponyme qui avait été à la base de la révolte de Mai-68 (lire la grande enquête d'Antoine Perraud), pour débattre dans la France entière de l'avenir de la galaxie écolo. Un site internet (différent de celui des Verts et de celui d'Europe Ecologie) recueille déjà les signatures.

**Lundi matin** a vu un autre site internet écolo s'ouvrir pour, lui aussi, recueillir des pétitions de soutien. Cette fois-ci, ce sont des «*états généraux de l'écologie et de l'emploi*» qui sont proposés, dans un appel lancé par l'eurodéputée Eva Joly et la sénatrice Marie-Christine Blandin, ainsi que le nouveau conseiller régional d'Île-de-France Pierre Larrourou (et d'autres signataires comme Augustin Legrand, Dominique Voynet ou Marie Bové). Objectif : «*Créer 2 millions d'emplois pour diviser par deux le chômage, construire une fiscalité plus juste et plus durable, rééquilibrer nettement le partage salaires/bénéfices.*» Calendrier proposé : un lancement «*le 1er mai à la Mutualité*», et des conclusions «*à la rentrée*».

**Lundi midi**, une vingtaine de responsables des Verts et d'Europe Ecologie embrayent le pas derrière «Dany», dans un texte publié par Mediapart et intitulé «*Construire le développement durable d'Europe Ecologie*». Lundi soir, «Dany» a tenu meeting devant 300 personnes, dans un café associatif parisien du canal Saint-Martin, où il a réprouvé les méthodes de la direction du parti écologiste et critiqué sans la citer sa secrétaire nationale Cécile Duflot (lire ici).

**Et ce mardi matin**, c'est au tour d'un autre collectif de responsables écolos de rendre public un texte, dévoilé par Mediapart, et

appelé «*Europe Ecologie à l'heure de l'affirmation*». Point de pétition cette fois-ci, plutôt un texte de dirigeants souhaitant fixer le cap. Signé par une quarantaine de personnalités (où l'on retrouve Cohn-Bendit aux côtés des eurodéputés écolos, mais aussi de nombreux cadres des Verts, dont les dirigeants Jean-Marc Brûlé, Michaël Marie et Jean-Louis Roumégas), il pointe comme horizon «*des Assises fondatrices du nouveau mouvement fin 2010 ou début 2011, après une étape intermédiaire de restitution des débats régionaux dès juin 2010 et une poursuite de la réflexion lors des journées d'été du rassemblement et des Verts*».

Rédigé en grande partie par les aurodéputés Jean-Paul Besset et Yannick Jadot (anciens président de la fondation Nicolas-Hulot et directeur des campagnes de Greenpeace), le texte fait le constat d'une «*écologie politique (qui) ne peut plus se satisfaire d'une forme organisationnelle hybride, pragmatique et fragile. Prolonger la cohabitation entre un parti et un réseau reviendrait à se condamner au surplace, voire à la désagrégation*».

Et d'appeler à la création d'une nouvelle formation, où l'on adhérerait par «*l'acte symbolique et matériel de cotisation*» et en «*renonçant à une autre organisation politique*». Une formation, qui prendrait la forme d'«*un mouvement ouvert à de nouvelles énergies, structuré pour durer, fort d'une identité partagée et d'une expression politique commune, organisé de manière identique pour tous, avec des militants à égalité de droits et de devoirs, en débat permanent avec les acteurs de la société et les citoyens*».

Enfin, **dans les prochains jours**, ce sont les soutiers-duettistes d'Europe Ecologie, le porte-parole Pascal Durand et le Vert Patrick Farbiaz, qui ajouteront leur pierre à l'édifice aux fondations multiples. Auteurs d'un appel pour «*Qu'un nouveau cycle commence*» en août 2009 dans *Libération*, ils entendent cette fois-ci exprimer le rejet pour l'écologie politique du présidentielisme, et la priorité stratégique qui doit consister à obtenir un groupe parlementaire en vue de l'échéance 2012.

nd

### Un questionnement interne depuis huit mois déjà

Depuis le lendemain des élections européennes de juin 2009, les listes de diffusion écolos sont en surchauffe, et les débats des journées d'été de Nîmes fin août n'ont pas vraiment apporté de réponses aux interrogations sur la démocratie interne d'un mouvement informe. A ce moment, Europe Ecologie a abandonné ses troupes non-vertes désœuvrées, préférant miser sur une incertaine



tentative de parti-réseau (lire notre analyse d'alors), sans contours autres qu'une direction auto-désignée (conseil exécutif des Verts, eurodéputés et leurs proches), au lendemain des européennes.

Depuis, chacun y va de sa contribution sur les errances du système de cooptation (notamment après les investitures régionales). Les Cohn-Bendit n'ont jamais abandonné ce débat : Dany l'a fait dans une lettre ouverte écrite depuis sa chambre d'hôpital (lire notre article) ; son frère Gaby a insisté dans un courrier interne au vitriol contre la direction des Verts (révélé par Mediapart). Ces derniers organisèrent un Cnir exceptionnel pour calmer le jeu interne, promettre «*un Opni d'ici la fin de l'année*» (lire notre compte-rendu) et remettre le débat à l'après-régionales, afin de se concentrer sur la campagne. Sitôt celles-ci terminées, le débat a repris de plus belle.

## Cohn-Bendit en éternel «perso»

L'initiative nostalgique du «22-Mars» recueille autant d'écho médiatique que de scepticisme interne. «*Les Verts se marrent un peu, car on ne voit pas vraiment qui organiserait concrètement les comités locaux*», reconnaît un responsable «europécologiste». *Plusieurs ont essayé de le convaincre de réfléchir, mais c'est Dany, il tenait à tout prix à lancer le débat ce lundi, voyant dans le 22-Mars un clin d'œil de l'histoire.* Et de se remémorer le dernier «coup» de Cohn-Bendit, quand il lança sans prévenir personne l'idée d'une souscription à un million d'euros, oubliée depuis qu'elle ne dépassa pas les 50.000 euros.

Pour l'heure, seuls les «écologues indépendants» (pour ne pas dire de droite) ont réagi. Du Cap 21 de Corinne Lepage au président du MEI Antoine Waechter, en passant par Jean-Marc Governatori, président de La France en action (un parti membre de l'Alliance écologiste indépendante). Une ouverture droitrière et une mise en avant personnelle un brin mégalo ont suffi au «trublion troublant la gauche», pour s'attirer les critiques. Le n°2 des Verts, Jean-Vincent Placé, a ainsi alerté contre «*des structures qui paraissent au premier abord très libertaires et qui, en réalité, seraient bonapartistes*». (lire l'article du Point.fr).

## La ?majo ? des Verts isolée ?

On ne retrouve pas que des «non-Verts» et des pionniers «europécologistes» en tête de la réflexion écolo-transformatrice. Les «ralliés récents» sont de la partie (de Pierre Larrouturou à Augustin Legrand, en passant par l'ancien communiste Stéphane Gatignon), mais aussi tous les autres représentants des «sensibilités» vertes. De l'aile gauche (Francine Bavay, Yves Contassot) aux environnementalistes (Marie-Christine Blandin) et «droitiers» (François de Rugy), en passant par les figures des années 1990 (Yves Cochet, Dominique Voynet, Noël Mamère), ou même des membres de la direction (l'environnementaliste Jean-Marc

Brûlé ou les «voynetistes» Michaël Marie et Jean-Louis Roumégas).

Emmenée par Cécile Duflot et Jean-Vincent Placé, qui tiennent les clés du parti depuis deux ans, la ?majo ? des Verts estime pour l'heure qu'il n'y a «*pas de raison de dissoudre quelque chose qui marche bien*» (dixit Placé). Même si Duflot ne semble pas opposée à une mutation du mouvement, ayant jusqu'ici largement œuvré au rassemblement écolo.

Mais en bonne patronne d'un parti dont elle a jusqu'ici réussi à dompter les humeurs, Cécile Duflot veut respecter les procédures internes, attendant le prochain Cnir ce samedi pour causer mutation de l'organisation. La veille, tous les cadres d'Europe Ecologie se retrouvent pour un comité d'animation politique (CAP) où l'on devrait entrer dans le vif du sujet. nd

## Quelle mutation pour Europe Ecologie ?

Quelle démocratie interne, quand on veut rompre avec la logique d'appareil et incarner «*la politique du XXIe siècle*» ? La question agite les têtes pensantes de l'écologie politique. Pour les quarante responsables d'Europe Ecologie signataires du texte jugeant «*l'heure de l'affirmation*» venue, le chemin est à trouver parmi les «*écueils*» organisationnels déjà rencontrés par la famille écologiste.

Ainsi, «*reproduire stricto sensu la ?forme parti ? traditionnelle reviendrait à consentir à nouveau à la dictature de l'interne et à ses pesanteurs. De même, une fédération de partis et courants, fondée sur l'origine politique des membres, reproduirait le schéma partidaire en le cristallisant sur le passé*». Et «*se satisfaire d'une ?forme réseau ? conduirait à une certaine impuissance*», qui ne saurait «*remplacer la nécessité de provoquer un impact global dans le champ politique et institutionnel*».

Lors d'un bilan d'étape fait devant le Cnir des Verts début février, Pascal Durand listait les hypothèses «*concrètement possibles*», issues des réflexions du groupe de travail sur la démocratie interne d'Europe Ecologie :

**1/ L'hypothèse Fédération**, qui serait «*constituée d'adhérents directs et de multiples organisations avec des règles organisationnelles entre les différents collèges avec une définition de droits, comme celui, pour les adhérents, de voter dans des primaires*». L'avantage : «*ne pas porter atteinte à la structure verte existante*» et «*rendre plus lisibles les prises de décision*». L'inconvénient : «*cristalliser une situation mouvante, risquant de reproduire le système des clans et des courants*» et «*des heures et des heures de négociations pour évaluer le poids et/ou la représentativité de chacun*».

**2/ L'hypothèse P+**, où «*le parti politique Vert crée et favorise à chaque échéance électorale les conditions d'une ouverture et d'un rassemblement sous l'amical et l'insistante pression des ?non-verts ?, associatifs, militants politiques d'horizons divers, militants directs, organisés en comités locaux ou de sen-*



sibilités, et incarné par des élus régionaux et des personnalités nationales». Soit une structuration des non-verts et l'entrée «dans une phase active de cohabitation».

**3/ L'hypothèse M+**, où «le mouvement/réseau Europe Ecologie intègre des adhérents directs et se structure comme dans l'hypothèse P+, mais il constitue le cœur de la dynamique écologique», organisant en régions des «Agoras locales ou des parlements de l'écologie rassemblant les citoyens, les syndicats, les associations...». Un mouvement qui «aurait une faible structuration nationale» et «pour vocation essentielle l'élaboration du projet», mais où les investitures électorales nécessiteraient de «définir les conditions de son fonctionnement avec le parti Vert».

Proche de Daniel Cohn-Bendit, l'universitaire André Gattolin, spécialiste de l'activisme écolo, écrit dans un long texte (en ligne ici) l'intérêt d'«inventer un corps politique ouvert, évolutif et polycentrique». Et d'estimer «nécessaire, à côté des mécanismes représentatifs traditionnels, de faire vivre nos principes démocratiques suivant des modes sachant recourir à des pratiques ?assembléistes ? et des modes d'action ? initiativistes ? ,

souvent usités par les courants mouvementistes et les émanations activistes de l'écologie politique».

Pour Jean-Paul Besset, joint par Mediapart, «la recherche du consensus est plus intéressante que le fonctionnement par courants, mais il faut désormais sortir du fifty/fifty (entre Verts et non-Verts) qui doit à tout prix faire consensus, car ça devient auto-paralysant». Selon l'eurodéputé, «il convient dès aujourd'hui de dépasser les Verts et Europe Ecologie, en faisant vivre tout de suite l'effervescence du débat et en respectant les rythmes de réflexion des uns et des autres. C'est une manière de tirer les leçons de l'après-européennes, où on n'a pas été assez réactifs et volontaristes, car on était crevé et qu'on voulait souffler».

Le débat promet d'être animé, au risque de voir resurgir du passé l'affrontement Cohn-Bendit/Verts qui avait marqué l'après-européennes en 1999. La réalité de la maturité nouvelle du rassemblement de l'écologie politique résidera alors dans sa propension à ne pas retomber dans les réflexes auto-destructeurs d'il y a dix ans. A l'époque, faute d'avoir su se remettre en question, installée au gouvernement, la dynamique d'une écologie politique se rêvant déjà en «troisième force» s'était peu à peu évaporée.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €. Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours. Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet. Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris. Courriel : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr). Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.